

OUVIER E

Hebdomadaire - paraît le vendredi - Nº 1 126 - 12 janvier 1990 - prix : 8 F

l'héritage du stalinisme s'effondre

CONSTRUIRE
UNE SOCIETE
SANS EXPLOITEURS
AUSSI BIEN A L'EST
QU'A L'OUEST

L'HÉRITAGE DU STALINISME S'EFFONDRE

IL RESTE À CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ SANS EXPLOITEURS AUSSI BIEN À L'EST QU'À L'OUEST

Les dictatures de l'Est s'effondrent les unes après les autres. Ce n'est pas trop tôt. Car les travailleurs de là-bas ont avant tout besoin de liberté. Surtout, là-bas comme ici d'ailleurs, ils ont besoin d'exercer réellement et de prendre toutes les libertés, même celles qui ne leur sont pas vraiment offertes, s'ils veulent avoir le reste, à commencer par

la justice sociale. Ce qu'a légué le stalinisme, aussi bien en URSS que dans les pays d'Europe centrale, ce n'est ni le communisme, ni même une caricature du communisme. C'est tout bonnement une caricature de la société capitaliste elle-même, avec une caste de privilégiés qui singent les bourgeois occidentaux. Car on les connaît maintenant, ces dignitaires qui se ménageaient des «chasses réservées» dans les domaines de l'Etat, attachés par ailleurs à un luxe de nouveaux riches mais pas plus choquant au fond que le luxe des vrais riches de l'Occident capitaliste. Ces régimes, c'était aussi une caricature effrayante des Etats bourgeois, avec les budgets militaires, la bureaucratie, la police politique, les tables d'écoute... autant d'inventions déjà très perfectionnées par la bourgeoisie capitaliste, mais ayant prospéré sous ces régimes-là.

Ici, dans un pays comme la France, c'est aussi dans le mouvement ouvrier que le stalinisme a fait des dégâts, en dévoyant les idées communistes, en y renonçant en fait, à la fois en faisant du PCF un parti réformiste bien adapté à la société bourgeoise, tout en pratiméthodes démocratiques au sein de la classe ouvrière.

Marchais se fichait éperdument

des idées communistes quand il allait passer ses vacances chez Ceausescu, tout autant il est vrai que Giscard d'Estaing se fichait éperdument de la démocratie quand il allait chasser dans les Carpathes en compagnie des dignitaires roumains, de la même façon qu'il allait chasser chez Bokassa.



Les militants ouvriers qui tiennent toujours sincèrement aux idées communistes, parce qu'ils veulent changer la société, n'ont rien à regretter au discrédit actuel de Marchais et de la direction du PCF même s'ils n'ont rien à gagner à ce que les réformistes «reconstructeurs» les remplacent. Le parti stalinien français et sa direction n'ont peut-être désormais guère plus d'avenir que les régimes qui viennent de tomber à l'Est. Cela ne doit pas pour autant démoraliser les militants communistes sincères.

Que ceux-là reprennent confiance

en eux-mêmes, en leurs propres capacités de jugement auprès de leurs camarades de travail, en retrouvant le goût de se battre pour la vérité, toute la vérité, sans laquelle il ne peut y avoir ni liberté ni communisme.

Car la nécessité d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire se fera forcément sentir un jour ou l'autre, dès que de larges couches de travailleurs se révolteront ici contre la dictature du patronat, l'arbitraire des licenciements et l'injustice des bas salaires.

A ce moment-là, il faudra bien que les travailleurs qui engagent de grandes luttes ne s'en laissent pas confisquer la direction par des bureaucrates incontrôlés, un peu comme le peuple roumain vient de se faire confisquer un tout début de révolution, lui qui a donné les morts, mais n'a récolté que les anciens généraux et dignitaires du dictateur comme «nouveaux» gouvernants!

Oui, le moment venu, il faudra que les travailleurs en lutte puissent reconnaître parmi eux de véritables militants ouvriers communistes qui ont montré leur indépendance d'esprit comme leur fidélité à leur idéal révolutionnaire, afin que la classe ouvrière remporte la victoire, sans tolérer qu'on la trompe et qu'on lui

Le stalinisme ne trompe plus permente. sonne. Tant mieux. Mais le capitalisme n'est pas l'avenir de la civilisa-

L'avenir est à une société libre, c'est-à-dire débarrassée de l'oppression mais débarrassée aussi de l'oppression sociale et de toutes les inégalités basées sur la richesse, la fortune et l'exploitation du travail des autres.



Ces jours derniers, les médias ne se sont pas privés, avec un empressement qui n'était pas neutre, de donner la parole à des responsables du PCF, notables municipaux ou membres ou ex-membres des hautes instances, qui contestaient la direction en place et plus particulièrement Georges Marchais. Cette contestation n'est pas nouvelle, puisqu'elle date, en réalité, de 1984, c'est-à-dire du moment où les dirigeants du PCF ont pris la décision de sortir du gouvernement.

Ce fut Juquin qui, le premier, rompit les amarres. Trop tôt sans doute. D'autres attendirent un peu pour rendre publiques leurs critiques : Rigout et Poperen, Anicet Le Pors, plus récemment, Fiterman, lors de l'avant-dernière réunion du comité central, et ces dernières semaines, le camp des contestataires s'est renforcé de nouvelles personnalités, comme Guy Hermier, membre du Bureau politique et quelques maires de villes d'importance...

C'est que les événements qui se sont déroulés dans les pays de l'Est, et plus particulièrement ceux de Roumanie, ont certainement incité un certain nombre de responsables du PCF à franchir le pas.

Mais il n'est pas facile de discerner avec clarté tous les aspects d'une bagarre qui, comme toutes les batailles d'appareil, se déroule bien plus dans les instances ou dans les coulisses qu'en public. D'autant que les débats et les déclarations se font, de part et d'autres, dans cette langue de bois pour initiés. Ce qui montre, soit dit en passant, que les objectifs des uns et des autres, ne sont pas de se faire entendre et comprendre de tous les militants et les

Il apparaît en gros que deux clans - au moins s'opposent. D'un côté, ceux qui poussent à abandonner les références à la tradition communiste et qui se réfèrent à l'exemple du PC Italien. Ils réclament la démission de Georges Marchais. C'est de ce bord-là que sont les quatre ex-ministres du PCF qui manifestent une nostalgie évidente pour les lambris des cabinets gouvernementaux.

parti en organisation sociale-démocrate. Et ils n'ont pas tort sur ce point. Mais ce n'est pas pour autant qu'ils sont moins réformistes.

En fait les deux équipes qui s'affrontent, deux équipes aux contours mal définis, se situent sur le même terrain : celui de la collaboration de classe et de la participation gouvernementale. Elles s'opposent aujourd'hui sur la formule qui permettrait de réaliser de nouveau cette collaboration. Mais hier elles étaient d'accord - entre 1981 et 1984, ce n'est pas si vieux - pour la pratiquer ensemble au sein des deux gouvernements Mauroy.

Mais même sur ce terrain-là, s'opposent-elles vraiment, et jusqu'où le feront-elles ? Car il est bien difficile de faire la part de ce qui revient aux différences politiques et ce qui relève des ambitions individuelles ou des calculs tactiques, liés aux circonstances du moment, ou à des rapports de forces entre clans ou cliques.

Peut-être verra-t-on parmi les dirigeants du PCF qui interviennent en ce moment en faveur de Georges Marchais, certains s'allier avec ceux qui le contestent, et jeter par-dessus bord l'actuel secrétaire général, pour «rénover» ou «reconstruire» d'un geste unique et expéditif le PCF. On ne peut même pas exclure, bien qu'en l'état actuel des choses, cela ne semble guère probable que Marchais lui-même devienne l'artisan d'une évolution du PCF vers des références social-démocrates. Après tout n'a-t-il pas été le principal instigateur de l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat ? Sur ce terrain, on l'a vu dans les pays de l'Est, tout est possible.

Par contre, ce qui ne l'est pas, c'est que l'issue de la électeurs communistes, encore moins des travailleurs du bataille que se livrent ces hommes d'appareil tous compromis dans des combinaisons politiciennes, contribue à la réactualisation des véritables idées communis-

Pourtant, cela est plus que jamais à l'ordre du jour.

C'est de cela que les militants, qui mènent la lutte de classe, doivent discuter et sans réserve.

J.P. VIAL

L'argent par la fenêtre

L'argent ne fait pas le bonheur. On l'a appris avec la fin tragique du jeune milliardaire David Hosansky qui s'est suicidé en se jetant du 17e étage de sa résidence. Il était beau mais il était triste. Il était riche, mais il avait beaucoup perdu au casino. Il avait eu bien des malheurs en amour. C'est ce qui expliquerait son geste, selon les experts...

La vérité est peut-être ailleurs : il a pu se pencher à la fenêtre en ayant oublié de vider ses poches, et, alourdi par l'argent, il a été déséquilibré... Simple hypothèse, mais qui invite les riches à se souvenir qu'ils doivent

rester prudents.

Collecte capitaliste au drapeau

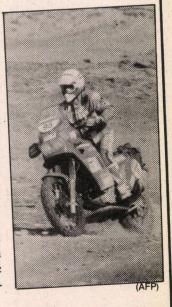
Tous ces drapeaux roumains percés d'un trou au milieu provoquent la joie d'une petite entreprise française du Nord, qui, comme nous l'apprend Le Figaro dans ses pages économiques, est le leader mondial de la fabrication des drapeaux, et qui, par-dessus le marché, compte depuis longtemps la Roumanie parmi ses clients.

Cette entreprise fabrique 600 000 drapeaux par an. Avec la montée des nationalismes et avec les changements de régimes, tous les espoirs de prospérité sont permis dans cette branche. Ça ne fait pas un pli.



Bandits

Ceux qui voulaient de grands l'aventure dans le Paris-Dakar sont seret des bosses, il y a **déserts** maintenant les voleurs. Un équipage s'est fait prendre sa voiture en Libye. Plusieurs motards se sont fait attaquer au Niger et parfois délester de leurs bagages. Les autorités de la course sont inquiètes: cette caravane de riches pétaradants excite les convoitises. Il y avait déjà les pickpockets aux étapes, on est passé maintenant un cran au-dessus. On commence à glisser de l'aventure aux risques...



Bientôt tous smicards

En vingt ans, le nombre des smicards a doublé. Il y a 1,55 million de travailleurs qui, de ce fait, vivent aujourd'hui avec environ 4 000 F net par mois. Le SMIC en francs constants a été multiplié par deux, mais cela n'empêche que, globalement, c'est le salaire de tous les travailleurs qui s'est abaissé et qui en quelques années a rapproché tout le monde du minimum légal.

Le SMIC a 6 500 F, et 1500 F d'augmentation pour tous, ce ne serait qu'une remise à jour pour l'ensemble

des salariés, amplement justifiée.

Santé Sobriété

D'après un médecin brésilien spécialiste en cardiologie, on risque beaucoup plus l'infarctus le lundi ou les jours de retour de vacances, du fait qu'on a perdu l'habitude du stress pendant les repos.

Deux solutions alors: la mauvaise c'est de supprimer les jours de repos aux travailleurs. La bonne, c'est de mettre la pédale douce quand retourne «au chagrin».

Ça fait du bien par où çà passe, paraît-il



Pour les travailleurs pas pépites dans les nouilles.

Entre 1974 et 1981, une pièce de 50 F en argent avait été mise en

service, pour inciter à l'épargne. Ceux qui auront eu la «sagesse» d'écouter l'Etat n'auront pas vu leur

vertu payée en retour : la pièce en

question ne vaut plus aujourd'hui

planche à billets et dont la fonction essentielle est d'aider les spéculateurs, les vrais, à se remplir les poches au détriment des petites

Quelle idée aussi de faire confiance à ceux qui manient la

que 40 F!

Le dernier chic de la cuisine de certains restaurants japonais à Tokyo est de faire manger de l'or à ceux de leurs clients qui peuvent se le payer, sous forme de feuilles glissées dans des plats traditionnels. Il paraît que ce n'est pas indigeste, et c'est du dernier chic.

Heureusement qu'il y en a qui «bouffent des briques» pour payer ce petit plaisir à quelques snobinards.

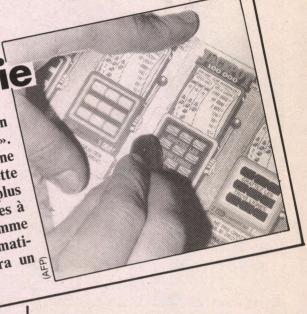
Vrais fauxmonnayeurs

Les joies du capitalisme

La Hongrie, après la Pologne, développe à toute allure son capitalisme. Et, comme en Pologne, les prix augmentent énormément, de 20 % à 65 % pour les produits courants. L'Europe de l'Est découvre les joies du capitalisme. A cette vitesse, les Hongrois, Polonais et autres vont comprendre rapidement qu'on ne peut pas se contenter de quelques changements à la tête de l'Etat.

Par ici la monnaie

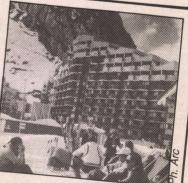
L'Etat lance encore un nouveau jeu, le «Jackpot». Un de plus. Comme cela, il ne sera pas en reste de cette Mafia qui fait de plus en plus d'argent avec les machines à sous des casinos. Et comme l'Etat prend sa part automatiquement, 30 %, ça fera un beau racket.



Pas de grâce pour les bavures

On ignore évidemment si Ponthieu, que vient de gracier Mitterrand, est coupable ou non. Mais on peut observer que ses fameux aveux ont été obtenus après 44 heures de coups, injures, etc., bref de sévices. Ce n'est pas nouveau, les bavures. Mais qu'attend-on pour faire comparaître ces flics et gendarmes devant les tribunaux pour comportement indigne et pour entrave à la justice? Car s'ils ont obtenu les aveux d'un faux coupable, ils ont donc protégé un véritable assassin.

Remontées mécaniques pour les gros



Comme chaque année ou presque, les stations de sport d'hiver ont manqué de neige, et l'Etat va leur venir en aide. Par le biais des impôts, on va faire payer ceux qui ne vont jamais à la neige pour les patrons de l'hôtellerie, les loueurs de skis, etc.

Mais a-t-on songé que dans tout le pays il y a des millions d'ouvriers sinistrés, question salaires, et pas seulement l'hiver. Et

Le Parti Socialiste et le droit de vote des immigrés

PÉDAGOGIE DES HYPOCRITES

La rencontre nationale des élus socialistes originaires du Maghreb qui s'est tenue du 5 au 7 janvier a donné lieu à un numéro assez excepde bois.

Mauroy fut parmi les l'acceptera»... plus brillants en se franchement gers aux élections muni- solument «prématurée» cipales... de 1995 afin d'avoir le temps, déclara-t-il, de «faire de la pédagogie pour que la prochaine fois ils puissent voter». Prudent, Mauroy, et convaincant dans le style «ne nous pressons pas»... Et pourtant, il est apparu comme beaucoup trop audacieux pour un socialiste! Sa timide déclaration devait déclencher bien des réactions.

Ainsi, Louis Mermaz a estimé qu'avant de s'engager, «il faut d'abord réussir l'intégration»; Jospin, lui, élève docile et échaudé après l'affaire des foulards, n'a pas osé avoir de position personnelle et a précisé que la décision «ne sera prise que si le

président de la République est d'accord et si le gouvernement le souhaite». Un vrai fayot, ce Jospin! Après Chevènement, Jean Poperen a marqué des réserves en commentant le lendetionnel de la part des main : «Je ne suis pas sept ministres socialis- sûr que ce soit possible tes présents, dans le aux prochaines élecstyle faux-cul et langue tions» car ce sera possible «quand l'opinion Enfin, contre, déclarant favorable au Rocard n'a pas hésité à droit de vote des étran- qualifier cette idée d'ab-

et a insisté : «La France ne peut plus être une terre d'immigration nouvelle», elle ne peut accueillir «toute la misère du monde».

Cela avait au moins le mérite de la franchise. Ni le RPR, ni l'UDF, ni les nostalgiques de l'OAS, n'ont de souci à se faire. Les socialistes au gouvernement n'auront ni une parole ni un geste qui puisse mécontenter vraiment les Chirac, Giscard et... Le

Lucienne PLAIN

Montataire-Oise

AGRESSION RACISTE CONTRE **DES TRAVAILLEURS** DE CHAUSSON

Le 26 décembre au soir, plusieurs travailleurs de Chausson qui s'étaient donné rendez-vous près du parking du personnel de Chausson-Creil, pour se rendre à leur travail à Gennevilliers à 21 h 30, ont été victimes d'une agression raciste.

Deux individus ont blessé deux travailleurs dont l'un assez sérieusement au visage (il a dû faire un séjour de plusieurs jours à l'hôpital) et ont essayé de les écraser avec leur voiture. Celle-ci a heureusement été arrêtée par une borne. Cette agression s'est faite aux cris de «Sales Noirs, sales Bougnouls, rentrez chez vous !». Les travailleurs agressés sont originaires d'Afrique noire.

Il se trouve qu'un inspecteur de police, qui n'était pas en service, a été témoin de la scène. La police est intervenue rapidement et a interpellé les agresseurs. Le procureur a ensuite pourjudiciaire.

Cette agression se situe dans un contexte où plusieurs agressions ont eu lieu ces dernières semaines contre des travailleurs de Chausson dans la région de Creil. Le caractère de ces agressions était mal défini, mais la dernière agression en date dont le caractère raciste est indéniable donne un certain éclairage à ces attaques répétées.

Le Syndicat Démocratique Chausson à Creil et la CFDT à Gennevilliers ont organisé la défense juridique des agressés.

presse s'est tenue le 9 janvier en présence du principal agressé. Il a été annoncé qu'avec l'aide du Comité d'entreprise de Gennevilliers et celle des deux syndicats cités, le salarié agressé se portait partie civile. Le conseiller municipal de Lutte Ouvrière était présuivi et, au début de cette sent ainsi que le MRAP et semaine, l'un des agres- les deux associations de

seurs était toujours incar- travailleurs d'Afrique noire céré et l'autre sous contrôle de la région. Les autres syndicats devraient se joindre normalement à cette action.

Il a été annoncé la volonté de mener l'action juridique jusqu'à son terme, de faire le plus de publicité possible sur cette affaire, d'amener la direction de Chausson à fournir des moyens matériels afin de limiter les risques, en particulier un car pour transporter les travailleurs mutés de Creil à Gennevilliers dans le cadre de son plan social de réduction d'effectif.

Pour les organisateurs de Une conférence de la conférence de presse, il importait surtout d'affirmer que ce genre d'agression concernait tous les travailleurs, que c'était le fait d'un climat entretenu, favorisé par toute la classe politique et que c'était non seulement les travailleurs immigrés qui étaient visés mais à terme tous les travailleurs.

Correspondant LO

LES RISQUES DU MÉTIER

Une fois n'est pas coutume, mais les accidents de travail, ça peut même arriver à un PDG. Le patron de Rank Xerox a ainsi reçu une balle qui l'a laissé entre la vie et la mort.

Ce coup de feu retentissant a d'abord été attribué à un salarié, ou plutôt un ex-salarié de la firme, que le PDG en question avait licencié huit ans auparavant.

Il était venu réclamer une indemnité de licenciement sous forme de prime de 500 000 F pour chacun de ses trois enfants avec un fusil à canon scié. Cet ex-employé avait gardé plusieurs heures son ancien patron en otage. Au

moment où les policiers du «RAID» la brigade spéciale, accourue sur les lieux - intervenaient, on pensait que tout allait s'arranger. Mais c'est alors qu'un ou plusieurs coups de feu sont partis.

Aux dernières nouvelles, c'est une balle tirée par un des policiers du «RAID» qui a atteint le PDG, victime d'une bavure et non pas de son exemployé. L'homme qui venait réclamer un dédommagement pour son licenciement n'était pas parmi les employés du bas de l'échelle. Il avait été pendant quinze ans ingénieur commercial à Rank Xerox. Licencié à

la quarantaine, abusivement selon lui, c'est sa carrière qui a été brisée. Une déveine en entraînant une autre, sa femme l'avait quitté et le divorce prononcé l'avait en même temps séparé de ses enfants.

A-t-il pensé, cet homme, pouvoir arranger sa vie en rapportant de l'argent pour ses enfants? Dans cette société du «donnant-donnant», tout est possible. S'il avait réellement «flingué» son patron licencieur, cela n'aurait jamais été «qu'un prêté pour un rendu». Mais la police était là...

L.G.

Dans le monde

LES OCCIDENTAUX VEULENT SIHANOUK, SIHANOUK VEUT LES KHMERS ROUGES, LES KHMERS ROUGES VEULENT LE POUVOIR

La première semaine de janvier, les Khmers Rouges de Pol Pot ont lancé une offensive militaire dans le Nord-Ouest du pays, près de la frontière thaïlandaise, livrant notamment la bataille pour s'emparer de la seconde ville du pays, Battambang (200 000 habitants). Basées d'abord en Thaïlande, puis après diverses opérations militaires ayant réussi à se rétablir au-delà de la frontière en territoire cambodgien même, les troupes khmères rouges font maintenant peser leur menace sur le pays. D'autant plus facilement que, depuis septembre dernier, le Cambodge a été vidé de toutes les forces vietnamiennes qui l'occupaient depuis 1979.

Il est certain que, davantage que la reconquête militaire de tout le pays, cette offensive vise dans un premier temps à faire admettre les Khmers Rouges dans un provisoire gouvernement sous l'égide du prince Sihanouk, chargé de préparer de futures élections, et, avec l'accord des forces supposées en présence, l'actuel gouvernement pro-vietnamien de Hun Sen bien sûr et les partisans de Son Sann. Il s'agit, pour ce dernier, de la tendance de l'ex-gouvernement proaméricain, qui - après avoir chassé Sihanouk jugé trop «neutraliste» - avait exercé le pouvoir jusqu'au départ des Américains d'Indochine et jusqu'à l'arrivée des Khmers Rouges au pouvoir en 1975.

Ces Khmers Rouges qui

Cambodge de 1975 à 1979 jusqu'à ce qu'ils soient chassés du pouvoir par l'armée vietnamienne, eux qui ont fait plus de deux millions de morts (soit le quart de la population) demandent ainsi, les armes à la main, à reprendre du service. Il faut dire qu'ils bénéficient de l'appui politique de Sihanouk (qui est lui-même le protégé et l'élu de la France et des pays occidentaux qui voient en sa personne un «interlocuteur valable») et qu'ils sont armés et aidés financièrement par la Chine. Ils font partie de l'opposition à l'actuel gouvernement pro-vietnamien qui s'est regroupée dans un front. Ce front est formé de gens qui, eux aussi, parce qu'ils ont représenté dans le pays, tout à tour, soit les intérêts de l'impérialisme ont fait régner la terreur au français, soit ceux de l'impé-

rialisme américain, sont responsables de massacres à grande échelle dans cette partie d'Indochine qui a connu plus de trente ans de guerres meurtrières. Tous ces gens-là peuvent momentanément s'allier ensemble et se donner la main. Ils n'ont peut-être pas toujours servi les mêmes patrons, mais ils ont tous été sinon acteurs, du moins complices des bourreaux du peuple cambodgien au temps des pires massacres et de la pire oppression.

Saisissant l'opportunité de la détente Est-Ouest, le Vietnam, qui lui non plus ne s'en sort pas de ses problèmes économiques, a jugé préférable de retirer sa présence militaire. Et il laisse maintenant le gouvernement qu'il a mis en place se débrouiller tout seul sur le terrain. La Chine, g elle, a continué jusqu'à présent à appuyer les Khmers

s'en était servie comme fer de lance contre le Vietnam, donc contre l'URSS dont ce pays était l'allié privilégié dans la région. Aujourd'hui son appui aux partisans de Pol Pot n'a plus exactement la même destination, mais il peut encore servir les intérêts de sa politique extérieure, ne serait-ce qu'en lui fournissant un objet de marchandage avec les pays occidentaux avec lesquels la Chine tente de renouer des liens.

Les puissances occidentales ont toutes cautionné une «solution» cambodgienne n'ayant pas de forces propres, ne veut pas se retrouver seul face à face avec l'actuel gouvernement vietnamien de Hun Sen. Et comme il l'a formulé sans détour lors de la conférence de Paris de l'été dernier, il les associer à un gouvernement d'union nationale.

cette porte ouverte à un éven-Khmers Rouges de sinistre dictature. mémoire. Mais ce qu'on omet

ont été, et qu'ils demeurent, défense des intérêts de l'impérialisme occidental, sans lequel ils ne représenteraient plus aujourd'hui une force militaire et une force politique. Si l'occasion malheureusement s'en représente, cela n'empêchera pas bien sûr, ces veut ramener les Khmers puissances impérialistes de Rouges dans ses bagages et verser à nouveau des larmes de crocodile sur le sort du peuple cambodgien marty-Aujourd'hui dans la presse risé au cas où leurs solutions occidentale, on s'émeut de avec le prince Sihanouk conduiraient à une nouvelle tuel retour au pouvoir de ces période de massacres et de

Louis GUILBERT



LUTTE OUVRIERE

(Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Sovietique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à

LUTTE OUVRIÈRE **BP 233** - 75865 PARIS CEDEX 18 -FRANCE.

La société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 est une SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmule-wicz, José Chatroussat -Directeur de publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson -Tirage 17000 exemplaires -Composition: Point Virgule Photocomposition, Paris -Impression: Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine Saint-Denis) - Commission paritaire des publications nº 64995.

ABONNEMENTS

- à Lutte Ouvrière - hebdomadaire :

France: 6 mois: 130 F - 1 an: 250 F - Autres pays, voie ordinaire: 6 mois: 170 F - 1 an:

- à Lutte de Classe - mensuel trilingue en français, anglais et espagnol édité par L'Union Communiste Internationaliste

France, 1 an: 80 F.

Autres pays, voie ordinaire, 1 an: 95 F.

Pour envois par avion ou sous pli fermé, tarifs sur demande.

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL ET VILLE:

COMPLEMENT D'ADRESSE:

Je m'abonne à : LUTTE OUVRIÈRE - LUTTE DE CLASSE, pour une durée de : ... (rayer la mention inutile).

Ci-ioint la somme de :

Règlement par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON ou par virement postal à MICHEL RODINSON - CCP 6 851 10 R - PARIS.

Dans le monde

Pays Baltes, Moldavie, Azerbaïdjan

DES FRONTIÈRES CONTESTÉ AUTOUR DE L'URS «ouverture» en

appelant une autre, la chute du mur de Berlin, la fin de la dictature roumaine, renforcent les tensions séparatistes qui existent dans les territoires limitrophes de l'Union Soviétique elle-même.

Depuis longtemps on sait que les Républiques Baltes. (Estonie, Lettonie et Lituanie) veulent prendre leurs distances d'avec l'URSS et penchent plutôt vers l'Ouest. Le vent de réformes et de liberté qui souffle en Europe centrale ne peut qu'encourager ces tendances, et c'est ce qui motive sans aucun doute le voyage de Gorbatchev en Lituanie.

Les Moldaves, qui sont à la frontière roumaine, avaient déjà, eux aussi, manifesté des tendances plus ou moins séparatistes. Mais la chute de Ceausescu vient de faire entrevoir la possibilité d'une réunification de la Moldavie qui était autrefois roumaine, et dont une bonne partie de la population est d'origine rou-

Mais c'est en Azerbaïdjian que vient de se manifester de la manière la plus spectaculaire la contestation des frontières. Les Azéris se trouvent en effet répartis de chaque côté du fleuve Araxe qui sépare l'URSS de l'Iran.

Depuis la fin décembre, des milliers d'Azéris se sont attaqués aux poteaux-frontières et aux installations électriques, aux grillages, etc., qui empêchaient le passage. A ce qu'il paraît, sur 130 kilomètres il n'y a plus rien, et sur les 6 à 700 kilomètres restants, les installations frontalières sont menacées. Les Azéris réclament le droit de passer librement d'un côté à l'autre. Il y a depuis des décennies des familles qui se trouvent séparées. Et l'Iran et l'URSS viennent de conclure un accord qui rendrait plus facile le pas-

Mais certains Azéris nationalistes demandent davantage, et la question d'un Azer-

estation à Bakou – capitale de l'Azerbaïdjan – en novembre 1988.

Va-t-on vers un mouvement de réunification de l'Azerbaïdjan, dirigé par des islamistes, qui se ferait au détriment de l'URSS?

baïdjan unifié commence à se poser. Un journal iranien a écrit que «la lumière du soleil islamique» commençait à éclairer l'Azerbaïdjan soviéti-

Les choses ne sont peut-être pas si simples. L'Iran n'est pas l'Allemagne de l'Ouest. L'Azerbaïdjan soviétique est plus riche que l'Azerbaïdian iranien. S'il n'existait que des relations économiques, c'est l'Azerbaïdjan iranien qui risquerait d'être attiré, et non l'inverse. A titre de comparaison, on peut noter ce qui vient de se produire, pas très loin de là, dans les Balkans, en Bulgarie. Dans ce pays, une politid'intégration forcée imposées à la minorité turque, a conduit 300 000 Turcs de Bulgarie à quitter leur pays pour aller en Turquie, de l'autre côté de la frontière. Mais bien que la Bulgarie soit pauvre, la Turquie l'est encore davantage, et 80 à 90 000 de ces Turcos-Bulgares viennent de revenir car, pour eux, c'est pire en Turquie.

En tout cas, le Front Popu laire Azéri s'est scindé su cette question entre les extré mistes et ceux qui se conten tent de réclamer la libre cir culation de part et d'autre d la frontière.

Quoi qu'il en soit, on ne peut qu'approuver tout ce qu va dans le sens de la libre circulation. Ce 'serait finale ment la moindre des choses que les Azéris (et tous les citoyens soviétiques d'ailleurs) puissent se rendre librement en Iran (et ailleurs comme ce serait la moindre des choses que les Iraniens Azéris ou pas, puissent aller librement en Union Soviétique. Ils en reviendraient d'ailleurs peut-être eux aussi avec quelques idées nouvelles...

André VICTOR

NORIEGA SOUS LES VERROUS Dix jours après s'être réfugié à l'Ambassade du Vatican, l'ancien dictateur du Panama, le général Manuel Antonio Noriega,

se rendait le 10 janvier aux autorités militaires américaines. Menotté, emballé et expédié la nuit même à Miami, en Floride, il attend désormais son procès...

Ce procès lorsqu'il se tiendra – et s'il se tient - n'aura pas grand-chose à révéler quant aux activités crapuleuses et criminelles de Noriega tant celles-ci sont de notoriété publique... Peut-être permettra-t-il quand même d'étaler quelques vérités sur les autorités américaines dont il fut depuis ses débuts l'homme de main...

L'nebdomadaire américain Newsweek du 15 janvier dernier rapporte ainsi quelques-uns des états de service de l'ex-dicateur panaméen.

En 1960, Noriega, nouvelle recrue des services secrets américains à l'Académie militaire Chorillos du Pérou, se rendait coupable de meurtre sur la personne d'une prostituée. Mais la recrue était prometteuse et ses supérieurs américains passèrent l'épon-

ge. En 1964-1965, il contribuait à mettre sur pied avec Omar Torrijos les services secrets américains au Panama. Il touchait pour ce job 50 à 100 dollars par mois. Le novice avait fait des progès ainsi que les Etats-Unis avaient pu le vérifier dès les élections panaméennes de 1964 au cours desquelles Noriega et Torrijos s'employèrent à décourager, coups et tortures à l'appui, les partisans du président en place, Arnulfo Arias. Dans



les années qui suivirent, l'administration Richard Nixon continua à utiliser Noriega et rétribua largement ses services: à partir de 1976, ce serait 110 000 dollars annuels qui auraient été versés par les services secrets américains à celui qui était leur collaborateur fidèle.

L'hebdomadaire rappelle comment Noriega aida ensuite l'administration Reagan contre le Nicaragua qui venait de se débarrasser d'un autre dicateur soutenu par les Etats-Unis, Somoza, en aujourd'hui, entraînant et en armant la résistance nicaraguayenne des «Contras». Il souligne les relations permanentes et étroites du dictateur avec de hauts fonctionnaires américains jusqu'à ces dernières années, dans le même temps où il se livrait à tous les trafics

transformant Panama en un véritable paradis pour la matia et tous les tratiquants de drogue. En 1983, en 1984, encore en 1985, les responsables de la CIA ne craignaient pas de s'entretenir régulièrement et chaleureusement avec Noriega.

Ce sont mêmes les parce Noriega s'est fait moins docile à leur politique, qui font mine de dénoncer leur homme de paille en Amérique centrale...! Certes, Noriega était devenu très peu regardant quant à la provenance des fonds qu'il recevait. Et il recevait aussi sim-

plement de Fidel Castro que d'Israël ou de la CIA...

À TABLE

Ce même gouvernement américain qui l'avait fabriqué, armé, assis au pouvoir, vient de le défaire. Pour arriver à ses fins, il n'a pas hésité à déclencher une opération militaire qui fit probablement des milliers de victimes parmi la population civile dans un petit pays déjà exsangue.

Aujourd'hui, la marine de guerre américaine croise au large des côtes de la Colombie... soi-disant pour mener, là aussi, la lutte contre les trafiquants de drogue avec d'aussi sales moyens pour une cause aussi douteuse?

Lucienne PLAIN



ILIESCU DEMANDE ET DE RETROUSSER

Les nouveaux dirigeants roumains semblent inquiets. La situation n'est pas redevenue aussi calme qu'ils le souhaiteraient. Quelques milliers d'étudiants ont manifesté à Bucarest en faveur de la démocratisation. Des travailleurs font grève, ou du moins débrayent (si l'on en croit Libération) pour obtenir le départ de chefs ou cadres vomis, ou des améliorations de leurs conditions de travail ou de salaire. Bref, il semblerait que beaucoup de gens en Roumanie trouvent que la «révolution» dont les nouveaux dirigeants ont parlé est loin d'être finie, que bien des choses doivent encore changer pour donner chair aux mots de liberté et de démocratie. Et qu'en particulier, il y a encore trop de «têtes» en haut lieu qui n'ont que changé de chapeau.

Lorsqu'on retrouve les mêmes

Un nouveau gouvernement, ce Conseil du Front de Salut National (CFSN)? Oui, bien sûr! Mais formé d'une belle brochette d'officiers supérieurs de l'armée de Ceausescu, et d'anciens collaborateurs de son règne, dont aucun ne s'était vraiment illustré comme dissident!



Le nouveau - et ancien - chef d'état-major de l'armée rou-

Une nouvelle armée, cette armée? Absolument pas! Au point que certains en seraient presque gênés, et se sentent obligés d'expliquer que ceux qui ont fait le bain de sang de Timisoara auraient été des hommes de la Securitate «habillés en militaires».

Les chefs de l'armée se sont vite précipités au secours du peuple, avant que le peuple ne s'approprie trop d'armes, et pour lui enlever celles qu'il avait déjà prises. Mais c'est la même armée qu'auparavant. Les mêmes chefs. Petre Roman, le nouveau jeune Premier ministre, est venu dire à la télévision en France que les militaires roumains étaient tout entiers au service du pouvoir civil... C'est un mensonge, de ceux que répandent les politiciens de son espèce, les Salvador Allende ou Cory Aquino.

Cette télévision roumaine que les médias ici ont présentée comme un bijou de démocratie directe, on souligne aujourd'hui qu'elle est formée des mêmes journalistes, des mêmes présentateurs que ceux qui servaient feu Ceausescu... Ils ont retourné leur veste. C'est tout. Comme l'a fait tout l'appareil d'Etat. Comme l'ont fait apparemment les quelque trois millions d'ex-membres de ce Parti Communiste Roumain dont il ne reste plus trace, mais qui gardent tous leurs postes de responsabilités politiques, administratives ou économiques. Et il y en avait, en Roumanie, des gens à qui ceux du peuple devaient dire «camarade», comme ici à une autre époque on disait «Monsieur», ou «Maître»! Cette société était hiérarchisée et ségréguée jusque dans les titres, alors qu'elle osait se dire «communiste», c'est-à-dire égalitariste et partageuse!

la constitution de nouveaux partis bourgeois

Oui, par certains côtés, bien peu de choses ont changé en Roumanie... sauf le moral et la hardiesse des masses populaires, leur soif de liberté et de démocratie, c'est-à-dire leur état d'esprit critique voire insolent à l'égard des autorités. Ce qui semble s'exprimer par des actes.

La grande presse bourgeoise insiste ici sur l'apparition d'une nouvelle vie politique, ou ce qu'elle qualifie comme telle, c'est-à-dire la constitution de nouveaux partis bien bourgeois. Et l'on nous parle des septuagénaires du Parti Paysan Chrétien-Démocrate (qui n'ont trouvé pourtant que 200 personnes pour manifester en leur faveur), ou des nostalgiques de l'ex-roi Michel... tous aussi réactionnaires! Il y a pourtant d'autres signes d'un changement plus prometteur!

la situation des travailleurs

Il est difficile de savoir, d'ici, si la grande majorité de la population pauvre de Roumanie, qui respire enfin (à défaut de pouvoir encore se nourrir), est animée de l'espoir que la révolution pourrait ne faire que commencer et de la conviction qu'elle a à la continuer elle-même, ou si elle a surtout l'illusion que des changements devraient venir d'en haut. Il est probable qu'aujourd'hui tout se mêle. Mais les gens bougent.

Les étudiants viennent de manifester ou du moins de tenir un rassemblement où ils ont réclamé, entre autres, une réelle représentation au niveau de la direction politique de l'Etat. Ils ont dénoncé le fait que de prétendus représentants étudiants du CSFN n'étaient là que pour la galerie.

Ce qui est vrai pour les étudiants l'est au centuple pour les travailleurs, les plus exploités, qui n'ont pas la même facilité pour se faire entendre.

Ils semblent s'organiser et se défendre aussi. Libération du lundi 8 janvier, à partir d'un reportage sur la ville de Sibiu, faisait état de grèves ou débrayages qui auraient lieu depuis la fin décembre. «Aujourd'hui, les ouvriers veulent changer les apparatchiks», peut-on lire. Avec comme preuves à l'appui, l'énumération d'entreprises de tailles diverses où des mouvements ont conduit à faire partir cadres ou directeurs. Discrètement ou en fanfare... Libération cite plus particulièrement l'exemple de «l'usine Independenza (métallurgie, matériel pour centrales nucléaires) où les salariés ont fait, il y a trois jours, une heure de grève pour le même motif (le départ du

directeur)... Ils ont télexé à Bucarest. Le directeur, dit l'un de ces ouvriers, «était un copain de Nicu-Ceausescu. Il passait son temps avec lui. Mais surtout, c'était un beau salaud. Il volait l'entreprise, il s'est fait construire une villa sur les frais de la société, il en a fait construire une à Nicu Ceausescu». Le nouveau ministre des Industries Métallurgiques a été sensible à ces arguments: le directeur général et le directeur commercial ont été remplacés par deux autres cadres, dont le nom avait été proposé par le Conseil du Front de Salut National de l'usine, créé le 25 décembre».



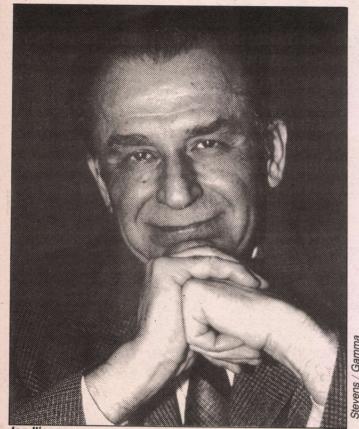
Les ouvriers d'une usine de Bucarest.

Oui, de «beaux salauds» comme dit cet ouvrier lui-même! Et pareils «salauds», les travailleurs doivent en connaître des mille et des cents... à portée de la main! A portée d'intervention directe, de pressions démocratiques des masses!

les procès à spectacle

En ce moment, les autorités organisent quelques procès à huis clos, et à spectacle! Loin des · foules qui ne seront que spectatrices devant leur petit écran! Mais les travailleurs n'ont pas seulement besoin de telles «têtes», boucs émissaires et lampistes, ils ont surtout besoin d'une autre politique, leur offrant des conditions de travail et de vie humaines, du «pain et des roses». Cela supposerait un inventaire général des capacités, des moyens et des besoins que seules les masses populaires pourraient dresser elles-mêmes, d'en bas, démocratiquement, après déballage de toutes les vérités, de tous les privilèges, accaparements, détournements et gaspillages...

AUX TRAVAILLEURS DE SE TAIRE, LEURS MANCHES



Ion Iliescu. «retroussez vos manches»

Mais c'est bien de cela que les dirigeants ont peur. Avant même que le danger soit vraiment là. Et Ion Iliescu a mis explicitement en garde les masses populaires contre toute intervention intempestive! «Il faut que chacun, ouvrier, technicien et paysan, fasse preuve de patriotisme, retrousse ses manches et se remette au travail», a-t-il déclaré, il y a quelques jours (cité par Le Monde du 10 janvier)... «D'inévitables improvisations ont pu se produire (...) mais il faut désormais tenir les démagogues à distance (...). Les Conseils (du Front) dans les entreprises ne doivent pas se mêler de la gestion... mais au contraire aider les cadres à accomplir leur tâche (...). Nous devons tous rester unis pour être dignes de la révolution (...) et pour démontrer qu'un peuple libéré est capable des meilleures performances»... Le président du Front de Salut National craint la population et il a résumé ce que tous les dirigeants bourgeois disent à ceux d'en bas qui commencent à faire leur politique eux-mêmes: «Travaillez, soyez patients et calmes, et on fera le reste»... Mais ce n'est pas gagné pour tous ces bourgeois parvenus roumains.

Les craintes d'Iliescu

Les nouveaux dirigeants se sont déjà précipités pour faire rendre les armes à la population, avant même qu'elle les ait vraiment prises! Maintenant, ils se précipitent pour faire reprendre le travail, avant même qu'il y ait une vraie mobilisation gréviste. Ils se précipitent aussi pour que les travailleurs ne créent pas de «conseils», ou du moins que ces conseils «ne se mêlent pas de...», comme vient de le dire Ion Iliescu, à propos pourtant d'organes apparemment créés à l'initiative du CSFN, pour servir de rouage de la politique gouvernementale dans les entreprises ou les quartiers. Mais s'il est vrai, comme l'écrit Libération, toujours à propos de Sibiu, que dans certaines entreprises, ces conseils représentent à la fois «le pouvoir du peuple et celui du gouvernement, c'est vrai que c'est un de trop! Les travailleurs, ici ou là, semblent avoir donné à ces

«conseils» un autre contenu et une autre fonction! Et simplement parce qu'ils représentent un cadre existant, ces conseils pourraient devenir des embryons d'un réel autre pouvoir, direct et démocratique, venu d'en bas et exprimant véritablement les aspirations ouvrières et populaires. C'est probablement pourquoi le gouvernement a des raisons de les craindre!

Bref, encore une fois, les nouveaux dirigeants ressemblent beaucoup aux anciens. Ils mentent autant sur tout, et ils sont des ennemis autant irréductibles des masses populaires!

C'est probablement pourquoi les sentiments populaires sont mitigés. Faits de soulagement, voire d'allégresse que la vieille dynastie des Ceausescu ait été écrasée. Mais d'autre part, d'inquiétude à voir encore tant de vieilles têtes en place, et de méthodes mensongères en vigueur.

Car la révolution est encore à venir en Roumanie.

Michèle VERDIER

PRÉ-CAMPAGNE ÉLECTORALE

A Leipzig, le lundi 8 janvier, des dizaines de milliers de personnes ont sillonné en cortège les rues de la ville. Des manifestations et rassemblements nombreux ont eu lieu aussi dans d'autres villes de la

Après trois semaines de «trêve» durant la période des fêtes, les manifestations ont donc repris. Mais elles ne sont pas si nombreuses qu'à leurs débuts (à Leipzig, on est passé de centaines de milliers à des dizaines de milliers), et surtout, elles n'ont plus la même spontanéité. Elles sont plus «politiques», non pas au sens où les masses populaires et ouvrières montreraient leur envie de prendre leurs propres affaires en main et s'y mettraient déjà, dans les entreprises et les quartiers, en organisant elles-mêmes les embryons de leur propre pouvoir, mais d'une façon bien plus «politicienne», en se regroupant derrière le SED encore bien assis au pouvoir, ou derrière l'une ou l'autre des nouvelles formations concurrentes qui voudraient éliminer le SED et participer d'une façon ou d'une autre

Parmi ces formations que la grande presse qualifie d'«opposantes», on trouve vraiment tout l'éventail des partis bourgeois: écologistes, sociaux-démocrates ou franchement réactionnaires (ce que l'on a coutume d'appeler ici ou en RFA la droite ou l'extrême-droite). Si les nouveaux partis ou «forums» n'ont pas des contours ou des appellations encore bien définis, ils ont déjà tous noué des relations d'amitié politique et financière avec des «alter ego» potentiels de RFA. Et

les deux Allemagnes sont devenues de plus en plus théoriques, la cristallisation politique en RDA est allée

Dans une première phase, en effet, l'«opposition» au régime des ex-Honecker et Krenz, apparaissait comme vague et indifférenciée. La grande masse de la population savait ce dont elle ne voulait plus, mais elle n'avait qu'une idée confuse de ce qu'elle aurait voulu. Elle ne le sait probablement pas mieux aujourd'hui, car ceux qui se sont précipités sur le devant de la scène, tout le kaléïdoscope des courants bourgeois, s'expriment à la place des gens, surtout des plus exploités et pauvres. Et même contre eux et leurs intérêts fondamentaux.

Alors, surtout dans cette période de pré-campagne électorale en vue du premier scrutin général qui sera organisé en RDA le 6 mai 1990, le mode de vie politique occidental entre dans les mœurs! C'est la surenchère de jeux politiciens. Les slogans dont les uns ou les autres s'emparent, par démagogie à l'égard des aspirations populaires, ne sont en fait que prétexte à gagner des postes, des places et en particulier des postes gouvernementaux.

C'est un fait que les hommes et les courants liés aux chrétiens démocrates ouestallemands - le parti du chancelier Kohl - ont mis en avant, non sans succès, le slogan de la «réunification» accompagné de tout un pathos chauvin (d'où les drapeaux tricolores, le chant des couplets les plus patriotiques de l'hymne national ou autres banderoles «Nous sommes

depuis que les frontières entre Allemands» dans les manifestations). Une extrême-droite liée à celle de RFA se manifeste aussi, sur les mêmes thèmes que la droite, mais plus hardie et hargneuse encore. Des groupes se réclamant ouvertement du nazisme se montreraient d'ailleurs en RDA, en particulier par la profanation de divers monuments à la mémoire de soldats soviétiques morts en «libérant» l'Allemagne à la fin de la guerre, si ce n'est de jeunes au crâne rasé qui se pavanent ici ou là. Evidemment, tout ce milieu se dit ouvertement anticommuniste, et fait d'une pierre deux coups en décochant toutes ses flèches contre le parti SED au pouvoir, et contre le communisme dont celui-ci serait encore et toujours l'incarnation. Le SED, lui, ou ce qu'il en

reste après les diverses rénovations, éliminations et épurations, essaie de s'accrocher tant bien que mal au pouvoir. S'il a changé son train de vie, diminué ses frais de représentation, troqué les «Volvo» pour les «Lada» et abandonné ses pavillons de chasse, il a encore de beaux restes... Il demeure le seul et unique parti au pouvoir et, jusqu'à ces fameuses prochaines élections, il détient jalousement et pour son usage exclusif les locaux, les permanences, les téléphones et autres moyens matériels nécessaires entre autres à mener une campagne électorale. Les autres protestent à juste titre. Certains disent ne même pas avoir de papier et de crayons, ce qui n'est probablement pas loin de la vérité. Et le mécontentement a monté (d'où même la revendication du départ de Modrow et de Gysi) quand le

nouveau gouvernement a fait savoir que la nouvelle loi électorale interdirait probablement le financement de la campagne par des «partis de l'étranger»... ce qui, pour tous les partis d'opposition qui comptaient sur l'aide de leurs frères ou sœurs de RFA, serait évidemment un coup dur. Le SED, lui, avait probablement fait son deuil de l'aide de l'URSS!

Contre la campagne qui est menée contre lui, le parti au pouvoir tente lui aussi de mobiliser ses «fidèles», et ses dirigeants ont enfourché le cheval de l'anti-nazisme. C'est sous cette banderole qu'il a fait se déplacer à Berlin-Est près de 200 000 personnes, ce qui n'est pas négligeable. Mais là encore, c'est de la démagogie, et ce n'est certainement pas les exnostalgiques de Staline qui protègeront les travailleurs de RDA contre une résurrection éventuelle du nazisme!

La fébrile activité politicienne est la toile de fond de toutes les manifestations de ce début d'année en RDA. Et il est très probable que lesmanifestations récentes ont rassemblé davantage les partisans des unes ou des autres de ces politiques toutes aussi bourgeoises qu'elles n'ont vraiment permis que s'expriment les réelles aspirations populaires.

Celles-ci existent néanmoins. Satisfaites en bien peu de choses jusqu'à présent. Et elles n'auront droit de cité, et satisfaction que si les plus pauvres et les plus exploités savent les mettre à l'ordre du jour eux-mêmes, et se faire juges et partie prenante d'un changement autre que d'étiquette et de surface.

M.V.

Métro parisien

Des ennuis sur toute la ligne QUE SE PASSE-T-IL DONC À LA RATP?



Retards des rames, lignes fermées, arrêts entre stations : depuis un certain temps il faut souvent ne pas être trop pressé pour emprunter le métro parisien. Incontestablement, les usagers sont de moins en moins bien transportés. Alors que se passe-t-il donc à la RATP?

Des grèves...

D'une part, il y a eu un certain nombre de mouvements de grève localisées, sur quelques lignes : ainsi, sur la ligne 9 (Pont de Sèvres-mairie de Montreuil), à cause du mécontentement causé par les problèmes du trafic de drogue à certaines stations; sur la ligne 2 (Nation-Porte Dauphine); ou encore sur la ligne 5 (Place d'Italie-Bobigny) où les agents protestaient contre les agressions.

D'autre part, il y a eu des arrêts de travail à l'appel de la CGT.

Enfin et surtout, le trafic est perturbé à cause de la vétusté ou de l'inadaptation des matériels et du manque d'entretien.

En ce qui concerne les grèves sur l'ensemble du réseau, la CGT appelle fréquemment depuis plusieurs mois à des arrêts de travail de 2 heures en fin de service. Pour récapituler depuis l'automne, les appels se sont succédé: le 27 septembre, le 4 octobre, une semaine d'actions tournantes du 23 au 27 octobre, les 7 et 9 novembre, le 24 novembre, le 18 décembre et enfin le 11 janvier. De nombreux appels ont eu lieu des vendredis, au point que certains agents parlent de la grève du vendredi qui a pu permettre à d'aucuns d'avancer un peu leur week-end!

La CGT à travers ces grèves cherche à se montrer radicale et combative et il faut dire qu'elle est le seul syndicat à s'activer sur des revendications d'ordre général. Mais le nombre de grévistes reste à chaque fois limité. Toutefois les agents ne sont pas forcément hostiles à ce que demande la CGT: essentiellement des augmentations de salaire qui aboutiraient à au moins 1500 F, l'embauche de 2000 agents, la sécurité, la réduction du temps de travail. Mais simplement ils se rendent compte que l'on ne peut pas obtenir grand-chose en faisant 2 heures de grève toutes les semaines ou tous les 15 jours.

Les voyageurs, eux, constatent que le trafic est perturbé sans être le plus souvent informés des raisons, et ils ont tendance à attribuer tous les problèmes à des grèves.

... et surtout des problèmes techniques

Pourtant le plus souvent, en réalité, les perturbations du trafic sont dues à des problèmes techniques. Ainsi le jeudi 26 octobre, un train qui dégarait à Porte d'Orléans, sans voyageur à bord, a déraillé, une coupelle qui maintient la roue métallique au moyeu ayant cédé. Ce type d'incident s'est d'ailleurs reproduit à cinq ou six reprises, avec moins de gravité qu'à Porte d'Orléans où le service voyageur avait été perturbé toute la matinée. Ces derniers temps, toujours sur la ligne 4 (Porte de Clignancourt-Porte d'Orléans), il y a eu des perturbations dues à des disjonctions d'intensité, à cause d'objets métalliques qui traînent sur les voies et qui, en touchant le courant provoquent ces disjonctions. Et là, c'est l'entretien et le nettoyage des voies, réduits au minimum, qui sont en cause.

Et sans doute la situation ne va-t-elle pas s'améliorer sur les lignes (Château de Vincennes-Pont de Neuilly) et 4 qui disposent du même matériel, le MP59 (Matériel Pneu 1959). En effet le prolongement prévu de la ligne 1 à La Défense va se faire sans augmentation d'effectifs ni de matériel. Donc on va réduire le nombre de trains de réserve et augmenter les intervalles de révision. Cela ne peut qu'entraîner une dégradation de la situation.

Quant au dernier en date des matériels dans le métro, le MF77 (Matériel Fer 1977), il a dès

l'origine connu beaucoup de problèmes. Et ça continue! Il faut dire que, entre autres, ce matériel est muni de différents systèmes électroniques sophistiqués qui n'aiment pas les variations de température, ni d'humidité. Et pourtant une bonne partie des positions de garage de ces trains sont en

Sur la ligne 2, à Porte Dauphine, c'est un rail cassé qui, il n'y a pas si longtemps, a entraîné des perturbations.

En fait, sur le réseau, un certain nombre de trains commencent à se faire vieux. Le MP59, bien sûr, mais aussi le MF67 (Matériel Fer 1967), le plus répandu, qui a maintenant autour de 15 à 20 ans d'âge. Tous ces matériels peuvent rouler encore, bien sûr. Mais il faudrait une véritable politique d'entretien et du personnel pour cela... Or, tout au contraire et depuis le plan «Ampère» de Claude Quin, l'ancien président de la RATP (membre du PCF) - plan qui préconisait de consacrer à l'entretien le strict nécessaire, sans plus -, la situation ne s'arrange pas. Il faut faire des économies, nous dit-on, et l'Etat a réduit cette année l'indemnité compensatrice qu'il verse tous les ans à la RATP.

Avec le gouvernement socialiste et des dirigeants membres du PS à la tête de la RATP, l'austérité continue et les usagers n'en ont pas fini avec les difficultés.

Correspondant LO



Dans les entreprises

L'accord d'entreprise Renault:







Ph. Arc

DES SYNDICATS DE PLUS EN PLUS FLEXIBLES

Tous les syndicats sauf la CGT, tout au moins pour le moment, ont signé fin décembre le nouvel accord d'entreprise Renault.

La presse s'est fait l'écho de ce que, pour la première fois, on trouve dans ce texte toute une partie qui, en résumé, pourrait s'appeler flexibilité.

Jusqu'à maintenant, l'accord Renault codifiait quelques petits avantages sur les journées d'ancienneté, les diverses primes (d'équipe, de nuit, pour les conditions de travail), les repos compensateurs, primes trimestrielles, etc. Tout cela ne change pas.

Ce qu'il y a de nouveau, c'est un texte de 25 pages précisant les intentions et les engagements des parties signataires sur la mobilité du personnel, les reclassements, les rapports entre salariés et la direction...

Le préambule précise que le but est de s'adapter à la situation créée par «la concurrence de plus en plus vive que se font l'ensemble des constructeurs automobiles», «l'accélération du rythme de développement des nouvelles technologies», «une certaine modification des valeurs et des attitudes, les salariés marquant leur attachement à l'entreprise»!

Et des syndicalistes ont signé ça. S'adapter à la concurrence, éliminer des dizaines de milliers de travailleurs (car la signature de l'accord est intervenue au moment même où la direction annonçait sont intention de supprimer encore 25 000 emplois dans les années à venir - dont Billancourt), permettre aux patrons, moyennant un peu de pommade sur les plaies, de ne pas trop prendre de risques, au cas où les travailleurs auraient envie de réagir... Praderie, le directeur des relations sociales de la Régie, n'en revient pas lui-même. Dans une interview au journal Le Monde, il a déclaré : «Il y a dans cet accord des phrases que l'on n'aurait pas imaginé pouvoir faire figurer, il y a encore un an». Si quelqu'un est lucide dans cette affaire, c'est la direction!

Tout le galimatias de cet accord reprend en effet, pour l'essentiel, les éléments du plan présenté en 1984, par Hanon, directeur de Renault, avec les mêmes objectifs. Mais, alors, côté syndical, il y avait eu de vives discussions. La CGT n'avait pas signé et la CFDT, finalement, en avait fait autant.

Ce qui n'était acceptable hier l'est-il devenu aujourd'hui? Sûrement pas! Simplement, la direction a réussi à entraîner un peu plus les bureaucraties syndicales sur son terrain : celui de la concurrence au nom de laquelle elles s'affirment prêtes à tout accepter : variation des horaires au gré de la demande, mutations, déclassements, suppressions d'emplois, etc.

Mais, du côté des travailleurs, dans les ateliers et les bureaux, cet accord cogité entre les syndicats et la direction n'a pas suscité le moindre intérêt. Ce qui veut dire aussi que ce n'est pas parce que des dirigeants syndicaux l'ont signé que les travailleurs se sentent engagés en quoi que ce soit par cette signature.

Correspondant LO

Renault-Flins

Le patron avait cru pouvoir régler la question avec un peu d'intimidation. Ces travailleurs viennent chaque nuit nettoyer les cabines de Peinture de la chaîne 2. Le mercredi 3 janvier le patron de l'ENCI a fait venir des travailleurs d'autres chantiers pour assurer «en force» le nettoyage. Mais devant la fermeté des grévistes, il a reculé. Le lendemain soir c'est une brochette d'agents de maîtrise, en la présence d'un huissier, qu'il a envoyée. Les travailleurs en grève ont fermement saisi leurs outils, chacun à son poste, et le patron de l'ENCI a encore préféré ne pas insister.

Ph. Arc

L'état, chaque jour un peu plus sale, des installations menaçant la sacro-sainte qualité des voitures, un noyau

Les travailleurs en sous-traitance défendent leur salaire

Une quinzaine de travailleurs de l'ENCI, entreprise de sous-traitance qui assure deux petits chantiers de nettoyage à l'usine Renault de Flins, ont fait grève toute la première semaine de janvier pour obtenir un 13e mois. Ils avaient déjà arrêté le travail le 28 décembre et c'est parce que leur patron n'avait pas pris au sérieux cet avertissement qu'ils ont remis ça dès le mardi 2 janvier.

A défaut de leur revendication initiale, ils sont bien contents d'avoir fait reculer l'ENCI qui a dû, pour obtenir la reprise du travail lundi 8 janvier, céder une prime de 1 000 F et le paiement intégral des jours de grève.

de grévistes paraissant vraiment déterminé, l'ENCI a préféré, en fin de semaine, reculer et négocier une reprise rapide du travail.

Comme quoi, on peut être peu nombreux, travailler dans des conditions assez isolées, et inspirer quand même une certaine crainte.

L'attitude officielle de la Régie, c'est qu'elle ne se mêle pas d'un conflit interne à une «autre entreprise». Mais c'est pourtant bien la Régie qui a décidé de faire faire ce genre de travail en sous-traitance, ce qui permet à la fois de diviser les travailleurs et de les payer moins cher. Et c'est bien parce que leurs salaires sont bas que la sous-traitance est rentable pour Renault.

L'ENCI est une entreprise de 700 personnes mais dispersées en petits chantiers un peu partout dans la région parisienne et en province. A Flins, outre ceux de la

Peinture, une dizaine d'autres travailleurs assurent le nettoyage de la cataphorèse, tous pour 5 600 F par mois sans 13e mois donc, et sans prime de panier non plus, alors qu'ils auraient l'équivalent de ces primes s'ils étaient personnel Renault.

En Peinture même, si l'ENCI assure le nettoyage des cabines de la chaîne 2, c'est une autre entreprise de nettoyage, l'ASNET, qui est chargée des cabines de la chaîne 1. Les travailleurs de l'ASNET ont eux, soit dit en passant, le 13e mois et la prime de panier. C'est dire si l'émiettement de ces chantiers sert les intérêts de la Régie en rendant plus difficile à ces travailleurs la défense de

C'est pour toutes ces raisons que les travailleurs de l'ENCI sont contents du résultat de leur mouvement... et bien décidés à repartir pour le 13e mois dès que l'occasion se représentera!

Correspondant LO

Dans les

Cézus-Chimie (Jarrie, Isère)

POUR UN QUART D'HEURE DE MOINS, 32 HEURES DE GRÈVE!

Mercredi 5 janvier, trois ouvriers postés de l'atelier Kroll sont arrivés sur leur poste de travail avec dix minutes de retard. Leur chef de poste leur annonce qu'il leur retient un quart d'heure sur la paye, sanction immédiatement confirmée par le contremaître. Un des travailleurs concernés dit alors que, puisqu'il y a un quart d'heure de moins, autant débrayer huit heures. Aussitôt dit, aussitôt fait. Et voilà les trois ouvriers qui partent informer ceux de l'atelier, qui décident eux aussi immédiatement d'arrêter le travail. Le soir, au changement d'équipe, les grévistes attendaient la relève au portail, et la relève

débraya... aussitôt. Même chose pour l'équipe suivante, à quatre heures.

A dix heures, une vingtaine de grévistes, réunis en assemblée générale, décident d'aller visiter le bureau du chef du personnel. Celui-ci, tout miel, en a entendu de toutes les couleurs pendant une demi-heure. Tout y est passé : les réunions d'expression bidon, les problèmes posés par les travailleurs qui ne trouvent jamais de solutions, les chefs qui multiplient les chicaneries, les vexations, voire les sanctions... Puis les grévistes ont décidé d'appeler la nouvelle équipe de midi à la grève, et c'était reparti pour huit heures.

Tous les travailleurs, après ces 32 heures de grève, étaient contents de leur riposte. Une manière

somme toute réussie de souhaiter la bonne année à la direction.

Correspondant LO

Pas question de trinquer

(extrait du bulletin Ato-Cézus, Jarrie)

Le 20 décembre, la direction et une partie de la maîtrise ont fêté le départ à la retraite du directeur général de CEZUS.

"Toutoune" a été déçu par l'absence des ouvriers à l'apéritif du "pôvre" retraité. Il a même affirmé qu'il fallait faire tomber les tabous : patrons-ouvriers, même apéro, buvez c'est mon sang, mangez c'est ma chair, touchez pas c'est mon... fric!

L'intérêt du Capital

D'après Messages, Quilès, ministre des PTT, est allé au Maroc, pays où les opposants et les syndicalistes sont emprisonnés.

Il y a signé trois contrats d'un milliard et demi dont le grand bénéficiaire est CIT-Alcatel. Les affaires d'abord.

Le même Quilès autorise la gratuité des envois de moins de 7 kg, "pour aider la Roumanie" qui a renversé son dictateur.

Quilès, c'est comme le crocodile, un coup je te croque, un coup je te pleu-

Avant d'être aux PTT, Quilès était à la Défense. Ça n'arrange rien.

Est-ce son passage au ministère des Armées qui a inspiré à l'actuel ministre des PTT, Quilès, l'idée de faire éditer un timbre à la gloire des Harkis, ces soldats algériens que l'armée française avait recrutés pour participer à la guerre d'Algérie?

Entre le timbre à la gloire Poilus de 1914, à la Légion

çais aiment, pour 1,50 F, 2,30 F ou 3,20 F, se faire lécher le cul pour aller trôner au quets ainsi timbrés à destinacoin d'une bafouille.

Seulement voilà : le Harki ner à l'expéditeur. gominé au verso est à peine sorti de l'imprimerie des postes que l'administration des terie, et les premières lettres PTT a dû demander aux posdu général Leclerc, celui aux tiers des centres de tris une nouvelle tâche : surveiller le sitôt.

étrangère... les militaires fran- passage des timbres harkis, et bloquer ceux en route pour l'Algérie. Les lettres ou pation de l'Algérie sont à retour-

A la poste d'Alger on n'avait pas apprécié la plaisantimbrées d'un Harki avaient été retournées en France ausEts Stanley Mabo (Besançon)

c'est lui qui le dit...

"Ces vingt années passées dans l'entreprise ont été pour moi très enrichissantes". C'est notre ex-PDG en personne qui l'écrit sa lettre dans d'adieu. On veut bien le croire!

Nous, on ne peut pas en dire autant. Au bout de vingt ans dans l'usine, on n'est pas plus riche qu'en entrant.

Snecma (Corbeil)

manipulateurs de l'Histoire



Dans la brochure de quarante-quatre pages Histoire d'un groupe, qui nous a été remise ou vous sera remise bientôt, on parle à la page vingt-cinq de la grève d'un mois en 1968 avec occupation d'usine. Mais la page quarante, à propos de 1988, souligne que la production est sortie comme si rien ne s'était passé.

Décidément, la "bonne vieille méthode", consistant à gommer les moments douloureux de l'histoire, a la peau dure.

Bull (Angers)

C'était un cadeau qu'ils disaient

Des micros Bull ont été vendus dans le commerce à 7 500 F... moins cher que ce que Bull nous les a ven-

Ca n'avait pas empêché la direction de nous présenter l'affaire comme un cadeau qu'elle nous faisait.

Quand nous disons qu'il ne faut leur faire confiance sur rien!

CHU - Hôtel Dieu (Rouen

Appelez-moi un docteur

Avec le froid, ces derniers temps, tout le monde sait bien que les enfants en particulier tombent malades.

Pour les soigner, la direction du CHU est catégorique : en 48 heures maximum, c'est réglé. Il est donc hors de question de donner plus de jours d'autorisation d'absence pour enfant malade aux parents!

Alors de deux choses l'une : ou des membres de la direction ont fait des études de médecine (ratées) on se demande bien jusqu'où ils les ont poussées, ou alors, ils disposent de médicaments surpuissants non commercialisés. Mais attention, l'usage illégal de la médecine, ça peut coûter très chier!

Dans les entreprises

Peugeot-Sochaux

UN LICENCIEMENT QUI PASSE MAL Toujours aussi mesquine, la direction. Pour se venger de la dernière

C'est le lendemain de Noël, c'est-à-dire pendant la cinquième semaine de congés payés, que la direction de Peugeot à Sochaux a choisi pour adresser une lettre de licenciement à André Fallot, ouvrier de l'atelier d'emboutissage.

Le 28 novembre, cet ouvrier avait été mis à pied avec procédure de licenciement pour avoir emporté à son domicile un fer à souder pour réparer un convecteur. A noter que le fer à souder avait été rapporté à l'usine dès le lendemain de l'emprunt.

Cette banale affaire qui d'habitude ne dépasse pas la porte du chef d'atelier a, cette fois-ci, abouti à un licenciement !

Banale affaire, car il est en effet d'usage que des ouvriers professionnels utilisent leur propre outillage pour effectuer quelques menus travaux personnels. Sans compter qu'il est notoire que la hiérarchie ne se gêne nullement pour effectuer des travaux à leur domicile d'une tout autre ampleur, et d'un tout autre coût, comme des portails, boîtes aux lettres, etc. D'ailleurs, il est certaine demeure de haut cadre qui s'écroulerait s'il était retiré tout ce qui provient de chez Peugeot!

La menace de licenciement que la direction a fait traîner durant presque quatre semaines n'a pas laissé les ouvriers sans réaction. C'est environ à 500 qu'ils ont débrayé, venant des quatre coins de l'usine pour tenir un meeting sur le lieu de travail d'André Fallot. Le slogan le plus scandé était : "Embout-Ceausescu" ! C'est dire ce que pensent les ouvriers de cette direction d'usine qui considère que même ce qui est dans une poubelle est sa propriété privée. C'est cette hiérarchie aux ordres qui applique une discipline d'intégristes!

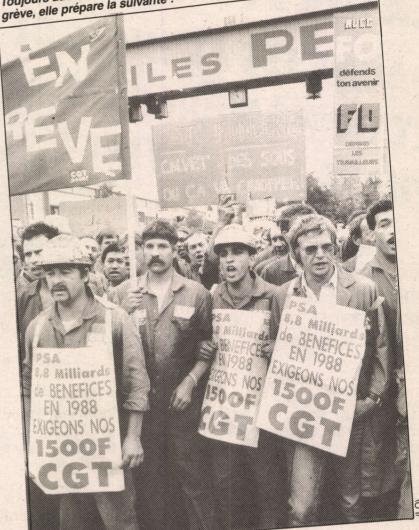
Les raisons du licenciement sont évidemment à chercher ailleurs que le simple emprunt d'un fer à souder. André Fallot, ouvrier cégétiste, avait été gréviste au cours de l'automne 1989 et, dans cette sanction qui n'a aucun rapport avec les faits, il y a comme une odeur de revanche, d'autant plus révoltante qu'elle frappe un ouvrier de 47 ans, employé aux Automobiles Peugeot depuis l'âge de 14 ans, malade, opéré du cœur et diabétique.

La population locale s'est sentie scandalisée par cette affaire, et bien au-delà, car les médias nationaux s'en sont également fait

Ce n'est d'ailleurs pas le premier prétexte l'écho. bidon invoqué par Peugeot pour licencier un ouvrier. On se rappelle qu'au printemps 1989, c'est un autre ouvrier des Cycles Peugeot, à 6 km de Sochaux, qui avait été licencié pour avoir dit à son chef qu'il était "un enfoiré", ce qui était du reste la stricte vérité. A l'époque, plus de 300 personnes avaient manifesté dans les rues de Montbéliard à deux reprises. C'est aux Prud'hommes que, fin janvier, sera jugée la plainte déposée par cet ouvrier, Denis Carrat, et demandant sa réintégration.

Pour le nouvel ouvrier licencié, André Fallot, un nouveau débrayage devait avoir lieu ce mercredi 10 janvier; une pétition circule dans et hors de l'usine et un comité de soutien, qui commence à recevoir l'appui de personnalités, s'est mis en place.

Correspondant LO



Citroën-Saint-Ouen (93)

Un accident de plus

Le jeudi 21 décembre au matin, un ouvrier de la Ligne de découpe a été blessé assez gravement. Il a eu des tendons coupés et a dû se faire

C'est le septième accident grave à la Ligne de découpe en 1989. Le record des accidents est battu. Le record du temps passé au travail aussi. Ceci explique cela. Plus la charge de travail et les cadences augmentent, plus la sécurité en prend un coup.

Qu'ils aillent se faire voir

Sur la porte de quelques bureaux fleurissent des petits miroirs avec comme légende: "Voici le responsable de votre sécurité". Mais la plupart du temps, le responsable n'est ni dans le miroir, ni derrière, car le directeur ne descend pas souvent se regarder dans la glace.

A bas Caluescu

Quand les patrons de Citroën ont décidé de construire une usine en Roumanie pour fabriquer l'Axel, ils n'ont pas semblé choqués par la dictature. Elle leur offrait "la paix sociale", en plus des bas salaires.

A Citroën, comme dans d'autres usines de Roumanie, la Securitate faisait régner l'ordre. Ce que doivent regretter les patrons de Citroën, c'est que l'affaire n'ait pas été rentable. Mais la dictature ne les gênait

Un pays où il faut avoir la bonne carte pour monter, où tout le monde est surveillé, où les élections sont truquées, où le mouchardage est encouragé, ça leur rappelait même leurs usines... en France.

Le bagne à l'usine

En Tchécoslovaquie, dans une usine Skoda, près de Prague, on libéré 1 600 prisonniers qui étaient condamnés à travailler aux Presses of

Une fois libérés ces détenus sont partis chercher du travail ailleur Depuis, l'usine ne tourne plus, car personne ne veut les remplacer à c

A l'évidence, là-bas (mais est-ce seulement là-bas ?), il n'y a pas différence entre l'usine et le bagne!

Extraits du bulletin La

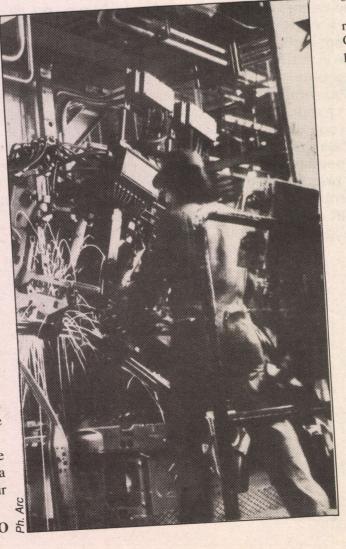
Citroën-Asnières (92)

IL N'Y A **PAS DE GANTS** PRENDRE

Un de nos camarades a été poussé à la démission parce qu'il avait emprunté une paire de gants à l'usine. Pour arranger le patron, avec quelques autres travailleurs, il avait accepté de venir travailler pendant la cinquième semaine de congés. Mais en même temps, la direction faisait organiser une fouille à la sortie de l'usine. Une paire de gants, cela a suffi pour que le directeur pousse à la rue un ouvrier, régleur depuis des années, et le prive même de ses indemnités de licenciement

Les enfoirés qui prennent les décisions de priver des travailleurs du droit de vivre sèment la haine à leur égard, et on ne les plaindra pas si un jour ils en récoltent les fruits.

Correspondant LO



BNP LA GRÈVE POUR LES 1500 F GAGNE LES AGENCES DE LA RÉGION PARIS ET DE NOMBREUSES VILLES DE PROVINCE

A la BNP-Barbès, le noyau des grévistes (environ 200 employés) en grève depuis maintenant plus de quatre semaines tient bon.

Malgré la durée, l'ambiance y est. Chaque jour, les assemblées générales rassemblent à Barbès la plupart des grévistes et dès qu'une initiative vers les agences ou les autres centraux est proposée, elle est reprise et réalisée avec enthousiasme.

Les manifestations du 4 janvier devant le siège social de la BNP le matin et devant l'Association Française des Banques (syndicat patronal) l'après-midi ont rassemblé sensiblement le même nombre de grévistes, avec des délégations d'autres banques : Crédit Lyonnais, Société Générale, CIC, Crédit du Nord...

L'AFB n'a rien eu d'autres à proposer aux signataires de l'accord salarial 1989 (CFDT-FO-CFTC) qu'une prime de 5% d'une mensualité (300 F pour un salaire de 6 000 F) avec, peut-être, un minimum de 500 F et une augmentation de 0,4% du prix du point, si un nouvel accord salarial était signé en 1990.

Aucun des syndicats présents à cette réunion n'a signé, ce qui était bien la moindre des choses.

Parmi les grévistes, nous n'attendions rien de cette entrevue. Mais ces propositions dérisoires, tout comme le refus de la direction de la



cations, alimentent un profond sentiment d'injustice. Les grévistes veulent faire reculer la direction. Et cela se sent.

Vendredi 5, à l'assemblée générale, un représentant de la coordination des agences en lutte nous a informés qu'il y avait eu la veille 900 grévistes en agences. Nous apprenions aussi qu'un comité de grève était en préparation, comité dont une préoccupations importantes était de ménager une unité avec l'ensemble des syndicats.

Lundi 8, la grève fut revotée et il a été décidé de repasser dans les services de Barbès pour informer les collègues de ce que nous faisions et les appeler à nous rejoindre. Nous comptions également sur les agences pour que le mouvement reprenne un second souffle.

Mardi, l'assemblée des grévistes des agences a réuni 600 grévistes qui ont élu un comité de grève de 58 grévistes. Cela a été perçu comme un encouragement à continuer, à ne pas baisser les bras. En province également, les centraux et les agences se mobilisent et décident ici une demijournée de grève, là deux heures

reconductibles. Des agences sont fermées, des guichets ne sont ouverts que deux heures par jour, des grévistes s'adressent à la clien-

Malgré la durée de cette grève et les difficultés, nous sommes résolus à gagner.

Ce mercredi 10, nous préparons activement la journée de demain, où une manifestation du personnel Paris-Province doit avoir lieu et de nombreux échos laissent penser que notre manifestation aura de l'amppleur.

Jeudi également, la direction doit recevoir les organisations syndicales et les grévistes ont demandé à être présents à cette réunion.

Nous ne savons pas quelles seront les propositions de la direction, mais nos revendications restent:

- 6 500 F minimum à l'embauche,
- 1500 F pour tous,
- le paiement des jours de grève.

Et chacun a conscience qu'on est à un tournant et que si le mouvement continue de s'amplifier et de s'élargir, il est possible de faire reculer les banquiers.

Correspondant LO

BONNE

Sur Barbès, les grévistes ont pu récupérer une «Lettre ouverte à M. René Thomas, président-directeur général de la BNP», signée par «un groupe important de gradés et de cadres du réseau parisien», où ces derniers sur deux grandes pages font part, dans le style qui leur est propre, de leur indignation d'être si mal traités. Mais donnons-leur la parole:

...«Vous n'imaginez pas, Monsieur le président, le poids des sollicitations et des pressions internes et externes et de toute nature auxquelles nous devons faire face à chaque instant de notre vie professionnelle et cela sans aucune considération. Ce ne sont qu'augmentations et promotions supprimées, nominations reportées, grignotages indignes et promesses non tenues !!!» (...) «Nous venons d'avoir connaissance des circulaires blanches de nominations en direction générale que vous avez signées en cette fin d'année. C'est de la provocation, Monsieur le président !!!» (...) «C'est nous qui faisons face quotidiennement avec des effectifs rabotés et des moyens de plus en plus ténus...», et pour finir, des menaces: «Le malaise est profond et mérite... toute votre attention. N'allez surtout pas croire que les non-grévistes sont impotents. Disons seulement que pour l'instant leur dévouement à la Maison surpasse encore leur dépit et leur colère»...

Décidément, ça branle dans le manche...

extraits
du Bulletin LO
BNP-Barbès
(Paris)

Riposte

Au Centre administratif Lyon, la BNP a soustraité du travail à un façonnier : la Société de Service Technique.

Le patron de la SST a essayé d'imposer des heures supplémentaires à ses employés et a voulu licencier pour faute grave ceux qui ne se pliaient pas à ses ordres.

Mais voilà, ce sont les grévistes de la BNP qui sont allés envahir le siège de la SST à Paris, bien décidés à faire reculer son mégalomane de patron.

Y a du monde au balcon

Lors des assemblées générales dans le hall, nous avons souvent l'occasion d'apercevoir, accoudés aux rampes des escaliers, des membres de la direction du CTT (informatique).

Ce qui est sûr, c'est qu'ils n'applaudissent pas et essayent de se faire discrets.

Mais au lieu de se pencher de la sorte et de risquer le lumbago, ils pourraient tout simplement descendre dans le hall. Ils seraient ainsi aux premiè-

Extraits du Bulletin LO - BNP-Barbès (Paris).

"Que faire?"

de Nikolaï Tchernychevski

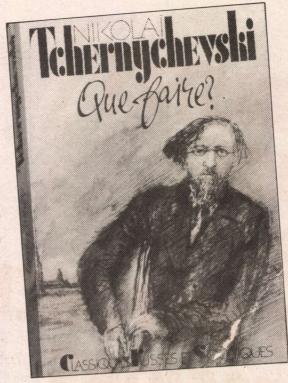
Les «Classiques russes et soviétiques» ressortent un ouvrage qui mérite d'être lu par tous ceux qui s'intéressent à l'histoire des idées révolutionnaires et aux conceptions anticipatrices de l'avenir socialiste.

Ecrit en 1863, le Que celles-ci sur des bases entend décrire ce que pement des progrès techpourraient être les fem- niques favorisent l'apparimes et les hommes nou- tion de relations harmo- tourner la censure tsa- ment scientifique. Et c'est veaux, dans une société nieuses entre les êtres, riste, dut recourir à des ainsi qu'il contribua à fororganisée en fonction des notamment entre les hom- allusions pas toujours besoins et des aspirations mes et les femmes, en faciles à décrypter. de la collectivité humaine. même temps que des rap-Rakhmétov est un militant ports qui consacre toute sa vie à notre environnement na- tissement énorme auprès lisme. servir la cause du peuple, turel. et ses qualités de désintéressement et d'altruisme comporte bon nombre russes. Lénine, qui le lut à en font pour Tcherny- d'idées précises à ce sujet. l'âge de 17 ans, déclara chevski une sorte de Pour le lecteur d'au- plus tard que ce livre le modèle de l'humanité de jourd'hui, tout cela appa- «transforma de fond en l'avenir - cette humanité raît sans doute un peu comble», car «c'est le dont Véra Pavlova a, en simpliste ou par trop genre de livre qui vous rêve, une vision.

Faire ? de Tchernychevski collectivistes, le dévelop-

lire.

ment révolutionnaire de prison et que l'auteur, pour progrès et le développe- pages, 60 F.



équilibrés avec Que Faire ? eut un retende plusieurs générations Le rêve de Véra Pavlova de jeunes intellectuels moralisateur. Mais l'ennui, façonne pour toute votre L'épanouissement des c'est surtout que ces vie». Il donnait à la révolte êtres humains dépendant conceptions sont expri- des meilleurs enfants de pour une large part des mées à travers de longs l'intelligentsia russe de conditions sociales dans discours pesamment di- l'époque un objectif digne lesquelles ils se forment et dactiques, d'autant plus de leur esprit de sacrifice, évoluent, le bouleverse- que le livre fut écrit en de leur confiance dans le

ger de nombreux révolutionnaires, garçons et fil-Mais il faut savoir que les, qu'il enthousiasma pour la cause du socia-

Contraste frappant avec ce qui se passe de nos jours, où les œuvres qui cherchent à donner une vision de notre futur sont pour la plupart remplies de visions catastrophistes, marquées par le pessimisme, voire le désespoir.

Christiane LE GUERN

Que Faire ? de N. Tchernychevski. Classiques russes et soviétiques, 574

"Retour au pays" de Bobbie Ann Mason

Samantha, une jeune fille de 17 ans, qui vit dans une petite ville du Kentucky aux USA, a les préoccupations des jeunes de son âge : son petit copain, ses futures études, ses chanteurs et ses séries télévisées préférées. Mais elle n'est pas tout à fait comme les autres. Son père est mort au Vietnam, en combattant dans l'armée américaine, avant sa naissance, et son oncle Emmet en est revenu moralement détraqué, incapable de se réadapter.

Cet été-là, Samantha s'interroge sur ce qu'a pu être la guerre du Vietnam, telle que l'ont vécue son père et son oncle. Dans la ville, tous ceux qui sont allés au Vietnam ne veulent plus en parler. Les autres ne veulent pas non plus se souvenir de cette guerre, et les livres ne la renseignent pas non plus...

Obstinée, Samantha va finir par découvrir des bribes

ได้ ที่ ที่ ที่ ที่ พร้อมสาขาย สาขาที่ เรื่อง หารให้ เกาะสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย สาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็นสาขาย เป็น

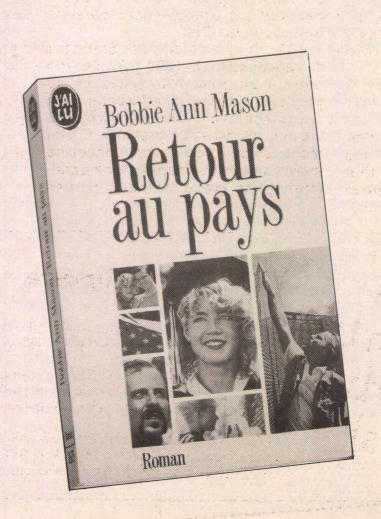
de vérité sur la réalité concrète de cette «mission» que les jeunes Américains sont allés remplir si loin de chez eux, et sur l'atrocité de cette guerre.

L'auteur fait comprendre que la guerre du Vietnam a continué longtemps à faire des ravages, chez des jeunes qui ne l'ont pas directement vécue comme sur ceux qui en sont revenus. Elle sait aussi faire voir la vie de tous les jours des gens simples d'une petite ville américaine. C'est sans complaisance avec leurs préjugés, leurs préoccupations souvent à ras de terre, mais aussi leur courage quotidien, tels que les voit une adolescente qui a de la sensibilité et du caractère.

Un bon roman, facile à lire.

Retour au Pays de Bobbie Ann Mason. Collection J'ai Lu, 317

Réédition en format de poche



Ce court roman se présente comme le journal d'une pianiste qui, dans sa jeunesse, avait accompagné une diva pendant quelques années.

Dans la Russie du début du siècle, elle a vécu chichement avec sa mère, professeur de piano. Elle est née en dehors du mariage. C'est une irréparable "honte" dans la société de l'époque. Le destin de la jeune pianiste, ni belle ni bien talentueuse, semble voué à la pauvreté et à l'humiliation.

Surviennent la guerre puis la révolution et la guerre civile. A Pétersbourg, en 1919, le froid et la faim dominent la vie de tous : sauf de quelques-uns, comme cet aigrefin qui travaille dans une administration de ravitaillement. Lui et sa femme, une chanteuse déjà adulée sous le tsarisme, continuent à vivre dans un spacieux appartement surchauffé où le chat luimême ne manque pas de lait dans sa soucoupe. La jeune pianiste éprouve de la haine pour ces gens opulents tandis qu'ailleurs dans la ville, les conduites d'eau sont gelées et qu'il n'y a guère que du gruau d'orge à manger. Cachant son amertume, elle devient l'accompagnatrice de cette femme belle, à la voix magnifique, et pour qui le bonheur est un dû. A côté d'elle, elle se sent comme vidée de toute personnalité, comme privée d'exis-

En 1920, elle la suit jusqu'à Paris où, avec son mari, la chanteuse renoue avec la vie mondaine, fréquentant des bourgeois du cru et des immigrés russes. L'accompagnatrice, servante fidèle, incapable de s'affranchir de son rôle d'ombre et de faire-valoir, n'a qu'une ambition : trouver le point faible de sa maîtresse pour détruire son assurance insupportable, sa réussite insolente, tenter d'anéantir sa passion amoureuse secrète.

Le regard de Nina Berberova est impitoyable. Son récit est prenant. Il est mené avec vivacité, à coup de notations sèches et précises.

L'accompagnatrice, Nina Berberova. Editions Actes Sud, 50 F.

Algérie

LES INTÉGRISTES ISLAMIQUES MULTIPLIENT LES COUPS DE FORCE ET LES PRESSIONS

Dimanche 7 janvier, une réunion à l'université de Constantine où prenait la parole Aït Ahmed, dirigeant du Front des Forces Socialistes (FFS), a été interrompue par l'irruption dans la salle d'une horde d'étudiants islamistes. Il s'agissait de la séance d'ouverture d'un colloque organisé par le Mouvement des Universitaires Démocrates, où devaient prendre la parole, outre Aït Ahmed, l'ancien ministre Abdessalam et le dirigeant du PAGS (Parti de l'Avant-Garde Socialiste, le parti communiste algérien).

Pour empêcher sa tenue, les étudiants partisans des mouvements intégristes musulmans ont occupé l'auditorium où venait de débuter la séance d'ouverture, et coupé la route conduisant de l'aérodrome à l'université.

«On peut déjà imaginer le communiqué», écrit le journal El Moudjahid: «Le FIS (Front Islamiste du Salut) n'a rien à voir avec les incidents de Constantine»... En effet, la direction du parti intégriste, le FIS, créé en février dernier et légalisé depuis cet été, prend à chaque fois la précaution de décliner toute responsabilité à l'égard de l'action de ses sbires.

Provocations et agressions du Front Islamiste du Salut

Le Front Islamiste du Salut, comme tout mouvement d'extrême-droite, jongle entre actions légales et extra-légales, envoyant par exemple ses étudiants empêcher de parler les dirigeants d'autres partis à Constantine, la veille même du jour où le président du FIS, Abassi Madani, est reçu officiellement par Chadli, dans le cadre de la «démocratisation» du régime, et des bonnes relations entre le président algérien et les nouveaux partis qu'il a autori-

L'incident de Constantine est un exemple de plus de la pression que, depuis quelques mois, les intégristes musulmans du FIS exercent en Algérie, multipliant les provocations, agressions... Le même jour on apprenait qu'un étudiant de Tiaret avait été hospitalisé à la suite d'une bagarre déclenchée par des étudiants islamistes qui ne voulaient pas voir dans la salle de sport la présence d'une jeune fille de la sélection nationale de judo.

Fin décembre, c'est pour répondre à une manifestation qui avait réuni 5 000 personnes à Alger pour protester contre les agisse-

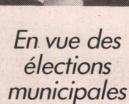
ments du FIS, et notamment les agressions contre des femmes, que les mouvements intégristes avaient organisé à leur tour une manifestation contre la mixité, pour l'application de la loi islamique, qui avait rassemblé 100 000 femmes couvertes du hidjeb, le foulard islamique des intégristes, encadrées par les cordons des gros bras du FIS.

humoriste algérien

complaisance des pouvoirs publics

Depuis cet été, une quinzaine de nouveaux partis sont maintenant légalisés en Algérie, et les premières élections à candidatures multiples qui seront les élections municipales, doivent avoir lieu en mars prochain. Mais ce qui marque mais le local de l'associaaujourd'hui le plus l'actualité politique algérienne, c'est cette montée du mouvement intégriste musulman, la multiplication de ses coups de force, de ses pressions. Des pressions devant lesquelles les pouvoirs publics se montrent pleutres, si ce n'est compli-

Il faut dire que le dernier congrès du FLN a montré, par le chahut qu'ils y ont provoqué, la présence des intégristes dans les rangs du parti au pouvoir. Et cela n'a rien d'étonnant.



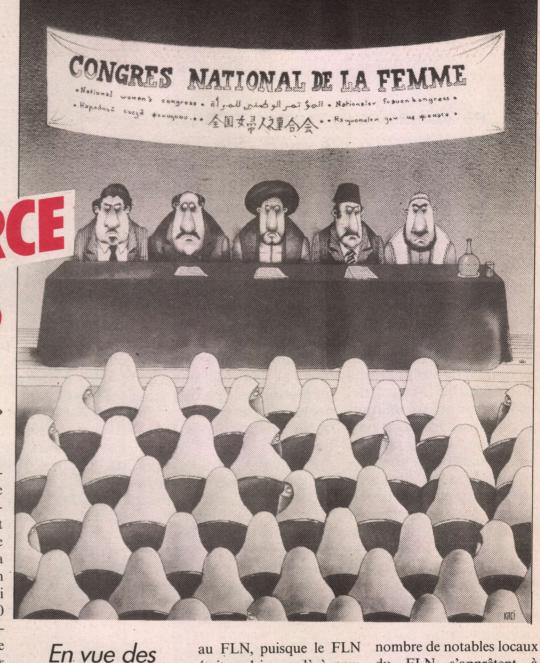
Notons de ce point de vue-là une petite information que l'on trouve dans le courrier des lecteurs de l'hebdomadaire Algérie-Actualité du 4 janvier : l'auteur de la lettre était le vice-président de l'Association culturelle de la ville de Miliana, qui raconte' comment un responsable de l'assemblée communale (l'équivalent du conseil municipal) de la ville a décidé d'attribuer désortion culturelle au FIS, et comment il est venu, avec les responsables et des gros bras du FIS, vider avec pertes et fracas tout le matériel de l'association pour libérer le local.

Avant même que les élections municipales aient lieu, où il est à craindre que les intégristes remportent des succès, ceux-ci ont déjà leurs entrées dans certaines municipalités. Le responsable de l'assemblée communale de Miliana était forcément (jusqu'à une date récente au moins)

était seul jusque-là à pouvoir présenter des candidats aux élections. Ce petit fait montre peut-être qu'à la veille des élections communales un certain

du FLN s'apprêtent à rejoindre les rangs du FIS, ou à s'allier avec lui pour assurer leur réélection.

Olivier BELIN



CERCLE LÉON TROTSKY

«LE RENVERSEMENT DICTATURE ROUMAINE ET L'AVENIR DE L'EUROPE DE L'EST»

Vendredi 26 janvier à 20 h 30

MUTUALITÉ 24, rue Saint-Victor à PARIS (5°) Métro : Maubert-Mutualité Participation aux frais: 10 F.

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire nº 64-995